

THE WORLD BANK GROUP ARCHIVES

PUBLIC DISCLOSURE AUTHORIZED

Folder Title: Baneth, Jean - Articles and Speeches (1964)
Folder ID: 1651286
Fonds: Records of Office of External Affairs (WB IBRD/IDA EXT)

Digitized: November 13, 2013

To cite materials from this archival folder, please follow the following format:
[Descriptive name of item], [Folder Title], Folder ID [Folder ID], World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States.

The records in this folder were created or received by The World Bank in the course of its business.

The records that were created by the staff of The World Bank are subject to the Bank's copyright.

Please refer to <http://www.worldbank.org/terms-of-use-earchives> for full copyright terms of use and disclaimers.



THE WORLD BANK
Washington, D.C.

© 2012 International Bank for Reconstruction and Development / International Development Association or
The World Bank
1818 H Street NW
Washington DC 20433
Telephone: 202-473-1000
Internet: www.worldbank.org

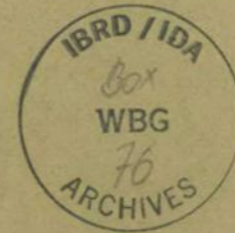
PUBLIC DISCLOSURE AUTHORIZED

BANETH, JEAN - ARTICLES and speeches (1964)



The World Bank Group
Archives **1651286**
A1992-007 Other #: 3 212048B
Baneth, Jean - Articles and Speeches (1964) - 1v

DECLASSIFIED
WBG Archives



IBRD / IDA
Box
WBG
76
ARCHIVES

BANETT

REQUEST FOR TRANSLATION SERVICES

Department Office of Information	Room No. 461	To Be Used By Translation Section Translation No. Assign'd
Requested by (Indicate person to whom queries may be put regarding the job) Doris R. Eliason (or Jean Baneth - ext. 2112)	Tele. Extension 2057	
Identification (Text to be Translated) Article by Jean Baneth to be submitted for publication	Date Wanted - (One of the following must be checked) <input checked="" type="checkbox"/> Within one week <input type="checkbox"/> Within two weeks <input type="checkbox"/> Within three weeks Other _____ Indicate specific date	

SPECIFICATIONS	SERVICES DESIRED	
Language of Original Document: French	<input checked="" type="checkbox"/> Full Translation (For Information)	<input type="checkbox"/> Full Translation (Formal)
Language Into Which Document to be Translated: English	<input type="checkbox"/> Brief Abstract	<input type="checkbox"/> Indication of Contents
Number of Pages Submitted for Translation: 6	<input type="checkbox"/> Headings	Other _____ Specify

Instructions or Remarks
Submitted to Mr. Graves for clearance; Mr. Graves is in Europe for two weeks, and in his absence Mr. Bennett who does not know French will have to clear the article; Mr. Baneth requests return AS SOON AS POSSIBLE

Date January 7, 1964	Authorized Signature
--------------------------------	----------------------

FOR USE BY TRANSLATION SECTION

Date Text Received in Translation Section	Date Despatched to Originator
---	-------------------------------

RECORD OF SERVICE PERFORMANCE

Description of Work	Date Begun	Date Completed	Initials
Translation			
Draft Typing			
Revision			
Reviewing			
Final Typing			
Proofreading			
Number of pages out			



OUTSIDE TRANSLATION

Translator to Whom Sent	Date Sent Out	Date Expected	Date Returned
-------------------------	---------------	---------------	---------------

filed in B

Déséquilibres des paiements internationaux
et le problème des liquidités



Recd 1/7/64
from Jean Baneth
for clearance;
wants to submit
for publication

On peut espérer que l'année qui commence verra enfin la conclusion d'une série d'accords internationaux qui garantiront le monde contre un effondrement du système international de paiements. A mesure que s'affaiblissait le dollar, le danger d'un tel effondrement devenait en effet de plus en plus menaçant. Mais s'il semble devoir être évité, cela ne sera probablement pas par la création d'un nouveau système monétaire international, vigoureux et dynamique. ~~Le plus~~ Le plus pressant était de se préserver des ~~des~~ changements violents dans la composition et la localisation des réserves: les mouvements de capitaux privés à court terme, ou des tentatives désordonnées de la part des autorités monétaires d'user de leur droit théorique de convertir en or leurs réserves en devises, pourraient actuellement provoquer la chute de la livre et du dollar et, de proche en proche, aboutir à un chaos semblable à celui des années trente. Mais quand on aura pare au plus pressé, l'expansion de l'économie mondiale risquera encore d'être freinée par l'insuffisante expansion des réserves monétaires nettes. Le seul remède qui ne soit pas qu'un palliatif consisterait à substituer un mécanisme rationnel de création de réserves au présent jeu de forces accidentelles telles que la production d'or, les mouvements de la thésaurisation privée, et la balance des paiements de certains pays clefs. Puisque dans l'ensemble les pays riches veulent que la balance globale de leurs paiements internationaux soit excédentaire, la contrepartie des réserves créées par le nouveau mécanisme devra nécessairement se trouver dans le financement des besoins en capitaux des pays sous-développés.

Il n'entre pas dans le cadre de cet article d'analyser les conditions que devra satisfaire l'accord que concluront sans doute les membres du "Club de Paris". Mais ce vers quoi on s'achemine, ~~xxxxxxx~~ c'est sans doute une réglementation et une institutionnalisation de la collaboration monétaire de ces dernières années, et non une refonte complète du système monétaire. On s'efforcera de bien étayer la vieille maison; c'est bien, car on pouvait craindre qu'elle ne s'effondrât sur nos têtes un de ces jours; mais elle n'en restera pas moins trop étroite pour répondre aux besoins d'une économie mondiale dynamique. D'ailleurs, ces besoins ne sont pas toujours bien ~~xxxx~~ compris; peut-être est-ce parce que les discussions de ces dernières années se sont concentrées sur l'aspect monétaire des choses. On a parlé des liquidités mondiales et de leur composition; on n'a pas suffisamment montré que la contrepartie, et en somme la cause fondamentale du besoin de liquidités monétaires est le désir des pays développés d'avoir des paiements extérieurs excédentaires.

Bien que cela revienne à vouloir donner au reste du monde plus de biens et services qu'on n'en reçoit soi-même, ce vieux réflexe mercantiliste n'est pas nécessairement irrationnel. Dépenser moins que ce que l'on gagne, cela donne une certaine marge de sécurité; cela laisse une latitude de rue à la politique économique; et cela accroît les possibilités de profit des entreprises nationales. D'ailleurs, il suffit de savoir que ce désir existe, et la lecture de la presse économique et des déclarations officielles ne peut laisser aucun doute à ce sujet. Il est bien rare qu'on envisage de gâter le cœur la diminution des excédents, même quand ils sont fort élevés. D'ailleurs, n'appelle-t-on pas "l'favorable" une balance des paiements excédentaire?

Pendant plus d'une décennie l'Europe continentale a pu satisfaire ses desirs d'excédents grâce au déficit de la balance des paiements des Etats-Unis. De 1950 à 1962 l'excédent cumulé des paiements internationaux de l'Europe continentale de l'Ouest (y compris mouvements de capitaux à long terme) s'est monté à environ 10 milliards de dollars. Sans même tenir compte des besoins du reste du monde (notamment du Japon), l'accroissement du stock d'or monétaire n'aurait permis qu'un excédent cumulé de 6,5 milliards de dollars; le reste a été compensé par le déficit américain.

Longtemps, les Etats-Unis ne se sont pas préoccupés de ce déficit. Cela tenait au niveau extrêmement élevé de leurs réserves monétaires, à l'événement avec laquelle le reste du monde réclamait des dollars, et avant tout peut-être au fait que l'excédent de la balance commerciale américaine restait élevé, et qu'arithmétiquement seule l'aide à l'étranger était responsable du déficit. Tant qu'on se préoccupait de la pénurie de dollars, le fameux "dollar gap"; tant que le déficit des paiements américains apparaissait, et en grande partie était résolu, le résultat d'une opération de sauvetage délibérée, il eût paru absurde de s'en préoccuper. La situation a bien changé depuis qu'on s'est aperçu que le déficit américain était fort difficile à enrayer. Le reste du monde n'accumule plus des dollars qu'en renonçant; et les Etats-Unis ont acquis cette conscience des problèmes de paiements extérieurs qu'un demi-siècle de difficultés ont impartie à l'Europe. Ils sont bien décidés à transformer en excédent global le déficit actuel de leurs paiements. Il est fort probable qu'ils y parviendront.

Comment tous les pays importants au point de vue du commerce international pourront-ils concilier leur désir d'avoir des balances de paiements excédentaires? Certes, il existe l'or; pour les producteurs, c'est une exportation comme les autres alors que l'or qui entre dans les stocks monétaires est considéré comme la contrepartie de l'excédent de la balance des paiements. Mais on a vu plus haut que depuis 1960 l'accroissement du stock mondial de réserves d'or monétaire représente à peine le tiers des excédents des paiements extérieurs de la seule Europe continentale. Or, à l'avenir il faudra sans doute satisfaire en plus le désir d'excédents des Etats-Unis.

Chaque pays dispose d'un ensemble de politiques monétaires et budgétaires qu'il peut mettre en œuvre s'il juge insuffisant l'excédent de sa balance des paiements. Il peut aussi limiter, de façon plus ou moins ouverte, la libre convertibilité de sa monnaie.

Les spécialistes ne sont pas tous d'accord sur l'efficacité de ces mesures; mais il est bien certain qu'à l'échelle mondiale elles sont sans effet sur la somme globale des balances de paiements.

Les mesures fiscales et monétaires destinées à accroître le solde "favorable" de la balance des paiements tendent aussi à ralentir le rythme de l'expansion économique. Risque-t-on alors qu'à force de mesures restrictives, renforcées quand d'autres les neutralisent en les imitant, le monde se précipite de nouveau dans une spirale déflationniste? C'est peu probable. Plus l'expansion économique se ralentira, plus le désir d'excédents perdra de sa force par rapport au désir de croissance. Un équilibre se trouvera sans doute, à des niveaux différents dans chaque pays, selon les forces relatives du désir de croissance et du désir d'excédents --et aussi selon la force relative des divers groupes socio-économiques. Cependant, pour l'ensemble de l'économie mondiale, le taux d'équilibre de la croissance économique sera nettement inférieur à ce que permettraient le niveau de l'épargne, le désir de travail et l'état des techniques de production. Sans qu'il y ait des liens mécaniques ou des rapports de proportionnalité précis, le rythme d'accroissement du revenu mondial dépendra de l'excédent global des paiements que permettront la production d'or de l'Union Sud-Africaine et les ventes d'or soviétiques.

Dans les pays riches, une croissance du revenu national de l'ordre de 2 pour cent, par exemple, permettrait encore au revenu par habitant de croître d'environ 1 pour cent par an. Cela ne hâterait certes pas la solution des problèmes sociaux dont continuent à souffrir même les pays les plus riches; quand on considère le sort de l'habitant des taudais, ou même celui des salariés à 400 frs par mois, on ne saurait envisager avec équanimité des lenteurs inutiles. Mais enfin, nos sociétés réussiraient probablement à survivre.

Malheureusement, le rythme déjà insuffisant de l'accroissement de la demande pour les exportations des pays sous-développés se ralentira de façon bien plus sensible. Les produits industriels simples (textiles etc.) souffriraient particulièrement d'un tel état de choses, car en ce domaine la faiblesse de la demande ne manquerait pas de se traduire par un renforcement de la protection douanière.

Par ailleurs, l'aide économique reçue par les pays sous-développés tendra de plus en plus à être liée à des achats à effectuer dans le pays donateur. Cette pratique est déjà très répandue aujourd'hui; la valeur de l'aide reçue s'en trouve fortement réduite, puisqu'il est interdit au bénéficiaire de choisir sur le marché international le fournisseur qui lui convient le plus. L'aide liée ne s'explique que par le désir de ne pas diminuer le solde de la balance des paiements par des transferts qui financeraient des achats effectués chez un tiers. Aucune autre considération ne la justifie; des avantages politiques, notamment, pourraient être obtenus plus facilement avec une aide convertible donc ayant, franc pour franc, une valeur plus élevée. Or, si aujourd'hui même les pays européens se croient obligés de lier à des achats

effectués chez le donateur la majeure partie des xxxxxxpôts et dons qu'ils font aux pays sous-développés, que sera-ce quand l'excédent de leur balance des paiements sera trois fois plus petit?

Il est vrai que les pays sous-développés ont besoin de capitaux extérieurs. En d'autres termes, ils désirent avoir des balances des paiements déficitaires. Malheureusement, ce désir de déficit n'est pas complémentaire au désir d'excédents des pays riches. Ceux-ci désirent financer leurs excédents en accumulant des moyens de paiement liquides, tels l'or et les devises convertibles, ou bien des prêts à plus long terme portant un intérêt rémunérateur et sûrs quand au repayment du capital. Or, les réserves liquides de la plupart des pays sous-développés se montent à peu de choses. Quant à la possibilité de contracter des dettes à un taux d'intérêt "normal", les pays ayant les besoins les plus grands en ont déjà usé et abusé au point qu'un nouvel accroissement de leur dette compromettrait sérieusement les chances de repayment.

Tel est donc le dilemme. Les pays riches désirent en général accumuler des excédents. Les pays pauvres auraient besoin d'importer plus que ne leur permettent leurs exportations et l'influx normal des capitaux à long terme; mais ils manquent de moyens de paiement acceptables. De la solution de ce dilemme dépend l'établissement d'un équilibre dynamique et d'une expansion satisfaisante de l'économie mondiale.

Imaginons que tout à coup on découvre de nombreuses mines d'or dans les pays sous-développés, providentiellement réparties d'une façon telle que les pays bénéficiaires usent des ressources ainsi obtenues d'une façon utile pour leur développement économique. Les pays industriels riches pourraient désormais accumuler les excédents de paiements qu'ils désirent; les pays pauvres obtiendraient l'excédent de ressources réelles dont ils ont besoin pour se lancer sur la voie du développement économique; l'économie mondiale entrerait sans doute dans une ère d'expansion rapide et stable.

On peut peut-être espérer en l'intervention de la Providence, mais en l'attendant il vaut mieux agir soi-même. La création et la répartition rationnelles d'instruments de crédit internationaux pourraient avantageusement se substituer à des découvertes d'or si idéales. On prétend souvent que la nature internationale ou "supranationale" d'une telle opération entraînerait des abandons de souveraineté inacceptables. Pourtant, dans tout processus rationnel de création de liquidités les volontés politiques nationales auraient nécessairement un rôle plus important que celui qu'elles jouent dans le mécanisme actuel, où la création de liquidités est déterminée par la chance et l'arbitraire des mineurs sud-africains, la politique commerciale du Kremlin, et les multiples forces et hasards dont dépend le niveau du déficit américain.

En fait, aucun abandon de souveraineté ne serait nécessaire, en plus de ceux qu'implique la participation à des organismes

internationaux qui existent déjà. Le plus simple serait d'utiliser au maximum de tels organismes, en élargissant seulement leur rôle dans la mesure des besoins. Les 16 pays riches qui composent le "Groupe I" des membres de l'Association Internationale pour le Développement (International Development Association, I.D.A.), une filiale de la Banque mondiale, se sont réunis par deux fois déjà pour déterminer le niveau des ressources dont devait disposer l'I.D.A. pendant les années à venir. Ce niveau global, et la participation de chaque pays, sont déterminés par un commun accord des pays membres du groupe. (L'absence des pays du Groupe II, dont les contributions sont relativement peu importantes, n'est guère qu'une formalité). L'I.D.A. utilise ces ressources pour faire des prêts à 50 ans, portant intérêt à 0,75 pour cent et servant à financer des projets d'investissement dans les pays sous-développés.

Chaque pays doit prélever sa contribution sur ses réserves en devises; à l'aide de ces fonds l'I.D.A. règle le prix des biens et services portés utilisés pour les projets qu'elle finance. L'ensemble des pays contributeurs inclut à peu près tous les fournisseurs de biens de capital (à l'exception de certains pays communistes, non membres de la Banque mondiale et donc inéligibles pour participer à des projets financés par la Banque et ses filiales). Les fonds de l'I.D.A. retournent donc aux contributeurs, ~~à travers des opérations de~~ sans cependant que les achats effectués dans un pays donné correspondent à la contribution de ce pays. Des ressources réelles sont transférées de pays riches vers des pays pauvres; des réserves monétaires peuvent être transférées d'un pays riche vers un autre, mais il n'y a pas de création de réserves.

Supposons qu'on modifie légèrement ce mécanisme. Au lieu de prélever leurs contributions sur leurs réserves, les pays du Groupe I décident qu'un certain crédit sera ouvert à l'I.D.A. dans les écritures du Fonds Monétaire International. L'I.D.A. pourra payer les entreprises qui participent aux projets qu'elle finance en faisant débiter son compte au profit du compte ouvert par le Fonds Monétaire International au crédit de la banque centrale du fournisseur. Naturellement, les pays participant à l'accord se seront engagés à traiter de tels transferts de "monnaie-F.M.I." à l'égal de tout paiement en devises convertibles ou en or. De ce fait même, la monnaie F.M.I. serait utilisable aussi facilement que l'or, et tout aussi convertible, avec l'avantage supplémentaire que son transfert et son stockage n'entraîneraient pas de frais. Sa valeur étant à finie par rapport à l'or (au moins dans une première phase; il est permis d'espérer que l'or finira par se dévaloriser), ses détenteurs n'en courraient pas de risque de change.

Il serait cependant bon de garantir les participants contre le risque d'avoir à inclure dans leurs réserves une proportion trop élevée de monnaie F.M.I. Les accords que les membres du Club de Paris concluront sans doute afin de garantir une répartition plus équitable du stock d'or mondial indiqueront peut-être la voie à suivre. Il suffirait en tout cas de mesures assez simples et faciles à mettre au point. Les participants pourraient par exemple s'engager à ne débiter leurs comptes F.M.I. que si leurs autres réserves tombaient au-dessous d'un

d'un plancher, déterminé périodiquement. Ainsi, aucun pays ne serait contraint de garder toutes ses réserves sous forme de monnaie F.M.I., mais tous les participants devraient conserver sous cette forme une partie de leurs excédents.

Les crédits ouverts à l'I.D.A. s'ajoutent donc à l'ensemble des moyens de paiement internationaux existant. Il y aurait, tout comme avec le mécanisme actuel, transfert de ressources réelles vers les pays sous-développés; mais les pays qui transfèrent ces ressources acquerraient en échange des réserves liquides; pour le donateur, l'aide serait identique à des exportations payées par des fournitures d'or. La somme des excédents globaux des balances de paiement -actuellement égale à l'accroissement du stock d'or monétaire- serait augmentée par les nouveaux crédits ouverts à l'I.D.A.

Un pays qui jugerait trop rapide l'accroissement de réserves désire par la majorité pourrait cesser de participer à l'accord. Il deviendrait de ce fait inéligible pour fournir les biens et services requis pour les projets financés par l'I.D.A.; ses exportations, et l'excédent de sa balance des paiements tendraient donc à baisser. Seuls les pays craignant vraiment que la pression de la demande extérieure ne devienne trop inflationniste auraient recours à cette mesure. Par ailleurs, les autres membres du groupe tiendraient compte de l'avis du plus prudent, puisque le retrait, même temporaire, d'un pays diminuerait d'autant les ressources réelles dont peut disposer l'ensemble de l'Association. Les pays les plus expansionnistes ne disposeraient pas d'un moyen de pression semblable, puisque leur retrait ne pourrait que ralentir encore l'expansion; l'Association ne tendrait donc certainement pas à pêcher par excès de dynamisme.

La méthode esquissée ci-dessus n'est certainement pas parfaite. Elle ne forme qu'un cadre à l'intérieur duquel des politiques bonnes ou mauvaises pourraient être suivies. Mais même un tel cadre n'existe pas aujourd'hui; l'accroissement des liquidités mondiales et la somme globale des balances de paiements sont déterminés par un ensemble de facteurs pratiquement indépendants des besoins de l'économie internationale et des désirs des autorités politiques nationales. Aucun mécanisme ne saurait se substituer automatiquement à des politiques économiques bien pensées et bien menées. Aucun système de paiements internationaux ne saurait survivre sans la bonne volonté et la coopération des pays les plus importants. Mais faute d'un système où elles puissent s'appliquer, les meilleures volontés de coopération resteraient inefficaces; faute d'un mécanisme de création de réserves monétaires, la volonté de croissance la mieux partagée du monde resterait un vœu pieux.

Déséquilibres des paiements internationaux et le problème des liquidités

On peut espérer que l'année qui commence verra enfin la conclusion d'une série d'accords internationaux qui garantiront le monde contre un effondrement du système international de paiements. A mesure que s'affaiblissait le dollar, le danger d'un tel effondrement devenait en effet de plus en plus menaçant. Mais s'il semble devoir être évité, cela ne sera probablement pas par la création d'un nouveau système monétaire international, vigoureux et dynamique. ~~Et XXXXXXXX~~ Le plus pressant était de se préserver des ~~xxx~~ changements violents dans la composition et la localisation des réserves: les mouvements de capitaux privés à court terme, ou des tentatives des autorités de la part des autorités monétaires d'user de leur droit théorique de convertir en or leurs réserves en devises, pourraient actuellement provoquer la chute de la livre et du dollar et, de proche en proche, aboutir à un chaos semblable à celui des années trente. Mais quand on aura paru au plus pressé, l'expansion de l'économie mondiale risquera encore d'être freinée par l'insuffisante expansion des réserves monétaires nettes. Le seul remède qui ne soit pas qu'un palliatif consisterait à substituer un mécanisme rationnel de création de réserves au présent jeu de forces accidentelles telles que la production d'or, les mouvements de la thésaurisation privée, et la balance des paiements de certains pays clés. Puisque dans l'ensemble les pays riches veulent que la balance globale de leurs paiements internationaux soit excédentaire, la contrepartie des réserves créées par le nouveau mécanisme devra nécessairement se trouver dans le financement des besoins en capitaux des pays sous-développés.

Il n'entre pas dans le cadre de cet article d'analyser les conditions que devra satisfaire l'accord que concluront sans doute les membres du "Club de Paris". Mais ce vers quoi on s'achemine, ~~xxxxxxxx~~ c'est sans doute une réglementation et une institutionnalisation de la collaboration monétaire de ces dernières années, et non une refonte complète du système monétaire. On s'efforcera de bien étayer la vieille maison; c'est bien, car on pouvait craindre qu'elle ne s'effondre sur nos têtes un de ces jours; mais elle n'en restera pas moins trop étroite pour répondre aux besoins d'une économie mondiale dynamique. D'ailleurs, ces besoins ne sont pas toujours bien ~~xxxx~~ compris; peut-être est-ce parce que les discussions de ces dernières années se sont concentrées sur l'aspect monétaire des choses. On a parlé des liquidités mondiales et de leur composition; on n'a pas suffisamment montré que la contrepartie, et en somme la cause fondamentale du besoin de liquidités monétaires est le désir des pays développés d'avoir des paiements extérieurs excédentaires.

Bien que cela revienne à vouloir donner au reste du monde plus de biens et services qu'on n'en reçoit soi-même, ce vieux réflexe mercantiliste n'est pas nécessairement irrationnel. Dépenser moins que ce que l'on gagne, cela donne une certaine marge de sécurité; cela laisse une latitude accrue à la politique économique; et cela accroît les possibilités de profit des entreprises nationales. D'ailleurs, il suffit de savoir que ce désir existe, et la lecture de la presse économique et des déclarations officielles ne peut laisser aucun doute à ce sujet. Il est bien rare qu'on envisage de gâter de cœur la diminution des excédents, même quand ils sont fort élevés. D'ailleurs, n'appelle-t-on pas "favorable" une balance des paiements excédentaire?

Pendant plus d'une décade l'Europe continentale a pu satisfaire ses desirs d'excédents grâce au déficit de la balance des paiements des Etats-Unis. De 1950 à 1962 l'excédent cumulé des paiements internationaux de l'Europe continentale de l'Ouest (y compris mouvements de capitaux à long terme) s'est monté à environ 10 milliards de dollars. Sans même tenir compte des besoins du reste du monde (notamment du Japon), l'accroissement du stock d'or monétaire n'aurait permis qu'un excédent cumulé de 6,5 milliards de dollars; le reste a été compensé par le déficit américain.

Longtemps, les Etats-Unis ne se sont pas préoccupés de ce déficit. Cela tenait au niveau extrêmement élevé de leurs réserves monétaires, à l'avance avec laquelle le reste du monde réclamait des dollars; et avant tout peut-être au fait que l'excédent de la balance commerciale américaine restait élevé, et qu'arithmétiquement seule l'aide à l'étranger était responsable du déficit. Tant qu'on se préoccupait de la pénurie de dollars, le fameux "dollar gap"; tant que le déficit des paiements américains apparaissait, et en grande partie était réellement, le résultat d'une opération de sauvetage délibérée, il n'eût paru absurde de s'en préoccuper. La situation a bien changé depuis qu'on s'est aperçu que le déficit américain était fort difficile à enrayer. Le reste du monde n'accumule plus des dollars qu'en renonçant; et les Etats-Unis ont acquis cette conscience des problèmes de paiements extérieurs qu'un demi-siècle de difficultés ont impartie à l'Europe. Ils sont bien décidés à transformer en excédent global le déficit actuel de leurs paiements. Il est fort probable qu'ils y parviendront.

Comment tous les pays importants du point de vue du commerce international pourront-ils concilier leur désir d'avoir des balances de paiements excédentaires? Certes, il existe l'or; pour les producteurs, c'est une ~~excellente~~ exportation comme les autres alors que l'or qui entre dans les stocks monétaires est considéré comme la contrepartie de l'excédent de la balance des paiements. Mais on a vu plus haut que depuis 1960 l'accroissement du stock mondial de réserves d'or monétaire représente à peine le tiers des excédents des paiements extérieurs de la seule Europe continentale. Or, à l'avenir il faudra sans doute satisfaire en plus le désir d'excédents des Etats-Unis.

Chaque pays dispose d'un ensemble de politiques monétaires et budgétaires qu'il peut mettre en oeuvre s'il juge insuffisant l'excédent de sa balance des paiements. Il peut aussi limiter, de façon plus ou moins ouverte, la libre convertibilité de sa monnaie.

Les spécialistes ne sont pas tous d'accord sur l'efficacité de ces mesures; mais il est bien certain qu'à l'échelle mondiale elles sont sans effet sur la somme globale des balances de paiements.

Les mesures fiscales et monétaires destinées à accroître le solde "favorable" de la balance des paiements tendent aussi à ralentir le rythme de l'expansion économique. Risque-t-on alors qu'à force de mesures restrictives, renforcées quand d'autres les neutralisent en les imitant, le monde se précipite de nouveau dans une spirale déflationniste? C'est peu probable. Plus l'expansion économique se ralentira, plus le désir d'excédents reprendra de sa force par rapport au désir de croissance. Un équilibre se trouvera sans doute, à des niveaux différents dans chaque pays, selon les forces relatives du désir de croissance et du désir d'excédents --et aussi selon la force relative des divers groupes socio-économiques. Cependant, pour l'ensemble de l'économie mondiale, le taux d'équilibre de la croissance économique sera nettement inférieur à ce que permettraient le niveau de l'épargne, le désir de travail et l'état des techniques de production. Sans qu'il y ait des liens mécaniques ou des rapports de proportionnalité précis, le rythme d'accroissement du revenu mondial dépendra de l'excédent global des paiements que permettront la production d'or de l'Union Sud-Africaine et les ventes d'or soviétiques.

Dans les pays riches, une croissance du revenu national de l'ordre de 2 pour cent, par exemple, permettrait encore au revenu par habitant de croître d'environ 1 pour cent par an. Cela ne hâterait certes pas la solution des problèmes sociaux dont continuent à souffrir même les pays les plus riches; quand on considère le sort de l'habitant des taudais, ou même celui des salariés à 400 frs par mois, on ne saurait envisager avec équanimité des lenteurs inutiles. Mais enfin, nos sociétés réussiraient probablement à survivre.

Malheureusement, le rythme déjà insuffisant de l'accroissement de la demande pour les exportations des pays sous-développés se ralentira de façon bien plus sensible. Les produits industriels simples (textiles etc.) souffriraient particulièrement d'un tel état de choses, car en ce domaine la faiblesse de la demande ne manquerait pas de se traduire par un renforcement de la protection douanière.

Par ailleurs, l'aide économique reçue par les pays sous-développés tendra de plus en plus à être liée à des achats à effectuer dans le pays donateur. Cette pratique est déjà très répandue aujourd'hui; la valeur de l'aide reçue s'en trouve fortement réduite, puisqu'il est interdit au bénéficiaire de choisir sur le marché international le fournisseur qui lui convient le plus. L'aide liée ne s'explique que par le désir de ne pas diminuer le solde de la balance des paiements par des transferts qui financeraient des achats effectués chez un tiers. Aucune autre considération ne la justifie; des avantages politiques, notamment, pourraient être obtenus plus facilement avec une aide convertible donc ayant, franc pour franc, une valeur plus élevée. Or, si aujourd'hui même les pays européens se croient obligés de lier à des achats

effectués chez le donateur la majeure partie des xxxxxxpôts et dans qu'ils font aux pays sous-développés, que sera-ce quand l'excédent de leur balance des paiements sera trois fois plus petit?

Il est vrai que les pays sous-développés ont besoin de capitaux extérieurs. En d'autres termes, ils désirent avoir des balances des paiements déficitaires. Malheureusement, ce désir de déficit n'est pas complémentaire au désir d'excédents des pays riches. Ceux-ci désirent financer leurs excédents en accumulant des moyens de paiement liquides, tels l'or et les devises convertibles, ou bien des prêts à plus long terme portant un intérêt rémunérateur et sûrs quant au repayment du capital. Or, les réserves liquides de la plupart des pays sous-développés se montent à peu de chose. Quant à la possibilité de contracter des dettes à un taux d'intérêt "normal", les pays ayant les besoins les plus grands en ont déjà usé et abusé au point qu'un nouvel accroissement de leur dette compromettrait sérieusement les chances de repayment.

Tel est donc le dilemme. Les pays riches désirent en général accumuler des excédents. Les pays pauvres auraient besoin d'importer plus que ne leur permettent leurs exportations et l'influx normal des capitaux à long terme; mais ils manquent de moyens de paiement acceptables. De la solution de ce dilemme dépend l'établissement d'un équilibre dynamique et d'une expansion satisfaisante de l'économie mondiale.

Imaginons que tout à coup on découvre de nombreuses mines d'or dans les pays sous-développés, providentiellement réparties d'une façon telle que les pays bénéficiaires usent des ressources ainsi obtenues d'une façon utile pour leur développement économique. Les pays industriels riches pourraient désormais accumuler les excédents de paiements qu'ils désirent; les pays pauvres obtiendraient l'excédent de ressources réelles dont ils ont besoin pour se lancer sur la voie du développement économique; l'économie mondiale entrerait sans doute dans une ère d'expansion rapide et stable.

On peut peut-être espérer en l'intervention de la Providence, mais en l'attendant il vaut mieux agir soi-même. La création et la répartition rationnelles d'instruments de crédit internationaux pourraient avantageusement se substituer à des découvertes d'or si idéales. On prétend souvent que la nature internationale ou "supranationale" d'une telle opération entraînerait des abandons de souveraineté inacceptables. Pourtant, dans tout processus rationnel de création de liquidités les volontés politiques nationales auraient nécessairement un rôle plus important que celui qu'elles jouent dans le mécanisme actuel, où la création de liquidités est déterminée par la chance et l'assaut des mines sud-africaines, la politique commerciale du Kremlin, et les multiples forces et hasards dont dépend le niveau du déficit américain.

En fait, aucun abandon de souveraineté ne serait nécessaire, en plus de ceux qu'implique la participation à des organismes

internationaux qui existent déjà. Le plus simple serait d'utiliser au maximum de tels organismes, en élargissant seulement leur rôle dans la mesure des besoins. Les 18 pays riches qui composent le "Groupe I" des membres de l'Association Internationale pour le Développement (International Development Association, I.D.A.), une filiale de la Banque mondiale, se sont réunis par deux fois déjà pour déterminer le niveau des ressources dont devait disposer l'I.D.A. pendant les années à venir. Ce niveau global, et la participation de chaque pays, sont déterminés par un commun accord des pays membres du groupe. (L'accord des pays du Groupe II, dont les contributions sont relativement peu importantes, n'est guère qu'une formalité). L'I.D.A. utilise ces ressources pour faire des prêts à 50 ans, portant intérêt à 0,75 pour cent et servant à financer des projets d'investissement dans les pays sous-développés.

Chaque pays doit prélever sa contribution sur ses réserves en devises; à l'aide de ces fonds l'I.D.A. règle le prix des biens et services importés utilisés pour les projets qu'elle finance. L'ensemble des pays contributeurs inclut à peu près tous les fournisseurs de biens de capital (à l'exception de certains pays communistes, non membres de la Banque mondiale et donc inéligibles pour participer à des projets financés par la Banque et ses filiales). Les fonds de l'I.D.A. retournent donc aux contributeurs, ~~(sans aucune formalité, sans aucune formalité)~~ sans cependant que les achats effectués dans un pays donné correspondent à la contribution de ce pays. Des ressources réelles sont transférées de pays riches vers des pays pauvres; des réserves monétaires peuvent être transférées d'un pays riche vers un autre, mais il n'y a pas de création de réserves.

Supposons qu'on modifie légèrement ce mécanisme. Au lieu de prélever leurs contributions sur leurs réserves, les pays du Groupe I décident qu'un certain crédit sera ouvert à l'I.D.A. dans les écritures du Fonds Monétaire International. L'I.D.A. pourra payer les entreprises qui participent aux projets qu'elle finance en faisant débiter son compte au profit du compte ouvert par le Fonds Monétaire International au crédit de la banque centrale du fournisseur. Naturellement, les pays participant à l'accord se seront engagés à traiter de tels transferts de "monnaie-F.M.I." à l'égal de tout paiement en devises convertibles ou en or. De ce fait même, la monnaie F.M.I. serait utilisable aussi facilement que l'or, et tout aussi convertible, avec l'avantage supplémentaire que son transfert et son stockage n'entraîneraient pas de frais. Sa valeur étant définie par rapport à l'or (au moins dans une première phase; il est permis d'espérer que l'or finira par se dévaloriser), ses détenteurs n'encourraient pas de risque de change.

Il serait cependant bon de garantir les participants contre le risque d'avoir à inclure dans leurs réserves une proportion trop élevée de monnaie F.M.I. Les accords que les membres du Club de Paris concluront sans doute afin de garantir une répartition plus équitable du stock d'or mondial indiqueront peut-être la voie à suivre. Il suffirait en tout cas de mesures assez simples et faciles à mettre au point. Les participants pourraient par exemple s'engager à ne débiter leurs comptes F.M.I. que si leurs autres réserves tombaient au-dessous d'un

d'un plancher, déterminé périodiquement. Ainsi, aucun pays ne serait contraint de garder toutes ses réserves sous forme de monnaie F.M.I., mais tous les participants devraient conserver sous cette forme une partie de leurs excédents.

Les crédits ouverts à l'I.D.A. s'ajouteraient donc à l'ensemble des moyens de paiement internationaux existant. Il y aurait, tout comme avec le mécanisme actuel, transfert de ressources réelles vers les pays sous-développés; mais les pays qui transfèrent ces ressources acquerraient en échange des réserves liquides; pour le donateur, l'aide serait identique à des exportations payées par des fournitures d'or. La somme des excédents globaux des balances de paiement -actuellement égale à l'accroissement du stock d'or monétaire- serait augmentée par les nouveaux crédits ouverts à l'I.D.A.

Un pays qui jugerait trop rapide l'accroissement de réserves désire par la majorité pourrait cesser de participer à l'accord. Il deviendrait de ce fait inéligible pour fournir les biens et services requis pour les projets financés par l'I.D.A.; ses exportations, et l'excédent de sa balance des paiements tendraient donc à baisser. Seuls les pays craignant vraiment que la pression de la demande extérieure ne devienne trop inflationniste auraient recours à cette mesure. Par ailleurs, les autres membres du groupe tiendraient compte de l'avis du plus prudent, puisque le retrait, même temporaire, d'un pays diminuerait d'autant les ressources réelles dont peut disposer l'ensemble de l'association. Les pays les plus expansionnistes ne disposeraient pas d'un moyen de pression semblable, puisque leur retrait ne pourrait que ralentir encore l'expansion; l'Association ne tendrait donc certainement pas à pêcher par excès de cynisme.

La méthode esquissée ci-dessus n'est certainement pas parfaite. Elle ne forme qu'un cadre à l'intérieur duquel des politiques bonnes ou mauvaises pourraient être suivies. Mais même un tel cadre n'existe pas aujourd'hui; l'accroissement des liquidités mondiales et la somme globale des balances de paiements sont déterminés par un ensemble de facteurs pratiquement indépendants des besoins de l'économie internationale et des desirs des autorités politiques nationales. Aucun mécanisme ne saurait se substituer automatiquement à des politiques économiques bien pensées et bien menées. Aucun système de paiements internationaux ne saurait survivre sans la bonne volonté et la coopération des pays les plus importants. Mais faute d'un système ou elles puissent s'appliquer, les meilleures volontés de coopération resteraient inefficaces; faute d'un mécanisme de création de réserves monétaires, la volonté de croissance la mieux partagée du monde resterait un vœu pieux.